



Coalition for the International Criminal Court
www.coalitionfortheicc.org

Pour plus d'informations, contactez :

À Bangkok : Boonthan T. Verawongse
Directeur de Peace and Human Rights Resource Center,
Secrétaire général de Campaign Committee for Human Rights,
ICC Task Force –Thailand
Tel: 66 81 866 2136
E-mail: verawongse@gmail.com

À Manille : Evelyn Balais-Serrano
Coordinatrice régionale pour l'Asie-Pacifique
Coalition pour la CPI
Tel : +632 456 6196 or +632 926 7882
Email : serrano@coalitionfortheicc.org

À New York : Brigitte Suhr
Directrice des programmes régionaux
Coalition pour la CPI
Tel : (+1) 646-465-8540
Email : suhr@coalitionfortheicc.org

Michelle Reyes Milk
Officier de liaison pour l'Asie-Pacifique
Coalition pour la CPI
Tel : (+1) 646 465 8520
E-mail : reyes@coalitionfortheicc.org

À La Haye : Oriane Maillet
Directrice de communication
Coalition pour la CPI
Tel : (+31) 70 311 10 82
maillet@coalitionfortheicc.org

POUR DISTRIBUTION IMMÉDIATE

3 octobre 2011

La Coalition mondiale appelle la Thaïlande à rejoindre la Cour pénale internationale.
Pour la société civile, les priorités du gouvernement devraient inclure l'adhésion au Statut de Rome

New York, États-Unis/Bangkok, Thaïlande – La Coalition pour la Cour pénale internationale a appelé aujourd'hui la Thaïlande à démontrer son engagement pour la lutte contre l'impunité en adhérant au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI), la première cour internationale permanente en mesure de juger les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide. La Thaïlande est le pays cible de la Campagne de ratification universelle de la Coalition (CRU) pour ce mois d'octobre 2011. Cette Campagne a été lancée afin d'appeler chaque mois un pays différent à adhérer au Statut de Rome, traité fondateur de la CPI.

Dans une lettre datée du 3 octobre 2011 adressée à S.E. Mme Yingluck Shinawatra, Premier Ministre thaïlandais, la Coalition – un réseau mondial regroupant plus de 2.500 organisations de la société civile dans 150 pays et œuvrant pour une CPI juste, efficace et indépendante - a exhorté le gouvernement thaïlandais à procéder au processus d'adhésion au Statut de Rome.

À ce jour, 118 États dans le monde ont ratifié ou adhéré au Statut de Rome, Les Maldives étant le plus récent. Autant les deux dernières années ont vu une participation accrue des États asiatiques au sein de la Cour (le Bangladesh a ratifié en mars 2010, les Philippines en août 2011 et les Maldives en septembre 2011), autant la région asiatique demeure encore sous représentée à la CPI avec seulement 9 États parties au Statut de Rome.

L'adhésion de la Thaïlande au Statut de Rome fournirait un exemple remarquable aux autres États membres de l'ASEAN. « La Thaïlande, en tant qu'État leader au sein de l'ASEAN, a été aux avant-gardes de la promotion des droits humains dans la région », a souligné Evelyn Balais-Serrano, coordonatrice régionale de la Coalition pour la région Asie-Pacifique. « Avec son nouveau gouvernement, l'heure est venue d'envisager une ratification du traité de Rome dans le cadre de ses efforts afin d'établir une unité entre son peuple et les pays voisins. Son engagement à mettre fin à l'impunité et à vouloir justice pour les victimes des conflits passés est en conformité avec l'esprit et les objectifs du Statut de Rome et de la CPI », a-t-elle déclaré.

La Coalition a également rappelé la participation de la Thaïlande à la Conférence de Rome et ses démarches consécutives pour une adhésion. Tout en reconnaissant que certains obstacles juridiques sont apparus en rapport avec la compatibilité entre le Statut de Rome et les normes juridiques thaïlandaises, la Coalition a appelé la Thaïlande à prendre exemple sur les États parties qui ont abordé ces questions de compatibilité avec succès. En faisant face à ces problèmes, le nouveau gouvernement démontrerait son engagement pour la protection et la promotion des droits de l'homme.

« Au moment où elle connaît des réformes majeures, la nouvelle administration bénéficierait d'une adhésion au Statut de Rome du fait que cela démontrerait l'importance que le peuple thaïlandais accorde aux souffrances des victimes de conflits ainsi que sa solidarité avec ces dernières, qu'elles soient en Asie ou partout ailleurs dans le monde », a déclaré le Dr. Taejing Siripanich, responsable de la Commission thaïlandaise pour les droits de l'homme et chef du Groupe thaïlandais de travail sur la CPI.

Après son adhésion, la Thaïlande pourrait participer à l'Assemblée annuelle des États parties de la CPI en tant qu'État partie, assemblée durant laquelle d'importantes décisions sont prises en rapport avec l'administration de la Cour, y compris l'élection des juges, du procureur et d'autres responsables de la Cour.

La CPI est la première cour internationale permanente chargée de poursuivre les crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide. Il existe actuellement 118 États parties à la CPI. Au cœur du mandat de la Cour est le principe de complémentarité, qui soutient que la Cour n'interviendra que si les systèmes juridiques nationaux sont incapables ou n'ont pas la volonté d'enquêter et de poursuivre les auteurs de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Il existe actuellement sept enquêtes en cours devant la Cour : la République centrafricaine, la République de Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, le Darfour (Soudan), la Libye, l'Ouganda, et le Kenya. La CPI a publiquement émis 18 mandats d'arrêt et 9 citations à comparaître. Trois procès sont en cours. Le Bureau du Procureur a déclaré examiner au moins 9 situations sur 4 continents, y compris en Afghanistan, en Colombie, en Géorgie, en Guinée, au

Honduras, en Corée du Sud, au Nigeria, et en Palestine.

La Coalition pour la Cour pénale internationale est un réseau mondial d'organisations de la société civile dans 150 pays œuvrant pour une Cour pénale internationale juste, efficace et indépendante et un meilleur accès à la justice pour les victimes de génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Pour plus d'informations, visitez www.coalitionfortheicc.org